

Comme chaque année, depuis plusieurs années, nous sommes rassemblés pour nous opposés aux 17 nouvelles fermetures de postes d'enseignants en 2018 avec les conséquences sur des fermetures de classes et d'écoles. Cette situation ne cesse de se reproduire année après année même si nos manifestations, motions, pétitions... freine le processus enclenché, car cette situation n'est pas liée à une décision qui concerne que notre département, que nos enseignants et ATSEM... c'est le fruit de la politique budgétaire du gouvernement Macron comme celle des précédents Sarkozy, Hollande... pour ne citer qu'eux, qui n'ont de cesse de faire croire que nous avons trop de fonctionnaires. D'ailleurs au programme Mesdames et Messieurs, 120 000 nouvelles suppressions de postes de fonctionnaires sont prévues.

Pouvons-nous croire que ces 120 000 postes, étaient des personnes cachées dans des placards à ne rien faire !!!

NON, dernière ces 120 000 postes, il y a 120 000 fonctionnaires, 120 000 personnes, 120 000 visages.

Il y a le visage du professeur des écoles de nos enfants,

Il y a le visage de l'ATSEM qui s'occupe de leur bien-être.

Il y a le visage de l'infirmière qui prend soin de vous à l'hôpital,

Il y a le visage l'agent des EHPAD qui prend soin de vos Aïnés,

Il y a le visage du cheminot qui entretien les voix pour assurer des transports fiable.

Il y a le visage de l'agent d'entretien des routes qui les déblaie notamment lors d'épisode neigeux

Que de mépris pour les fonctionnaires ; que de mépris pour les missions qu'ils exercent et pour l'ensemble de la population.

A force de coup de rabot, les services publics ne peuvent plus répondre aux besoins immenses des citoyens ceci par manque de moyens. Le projet du gouvernement « Action Publique 2022 » affiche clairement une volonté de nouveaux abandons. Nos réalités du monde du travail se heurtent à chaque fois à une autre réalité, celle de la logique financière et boursière

La CGT n'oppose pas privé et public comme le gouvernement s'y complait, honteusement. Vieille pratique politique que de dresser les salariés, les citoyens les uns contre les autres. Les fonctionnaires sont des salariés exerçant des métiers, dotés de qualification, de savoir-faire et de compétences. S'ils ont un statut c'est parce qu'ils œuvrent aux services de l'intérêt général et non d'un actionnaire.

Les services publics sont notre bien commun à destination de tous les citoyens, sans distinction sociale ni géographique. Les services publics sont garants de solidarité, d'équité, d'égalité d'accès et de traitement pour tous, ils favorisent le lien social.

Enquête après sondage, la population plébiscite les services publics et ses missions. Ils sont 75% à vouloir plus de proximité et de fonctionnaires notamment dans les zones rurales défavorisées.

Non, la Fonction Publique n'est pas archaïque, le XXIème siècle à besoin de plus de fonctionnaires ! L'avenir économique et social de nos territoires en dépend.

Public / privé, la CGT pose désormais la question : Et si on y allait tous ensemble ?

La CGT propose d'agir autour de propositions concrètes pour améliorer le quotidien du monde du travail et la création de milliers d'emplois et un autre projet de société de progrès social.

- La réduction du temps de travail à 32 heures pour les salariés à temps plein et la fin des temps partiels imposés.

- L'augmentation des salaires et des pensions, la reconnaissance des qualifications et l'égalité salariale et de carrière entre les femmes et les hommes.

- Des droits nouveaux et une véritable protection sociale pour tous.

- Des services publics partout et pour tous.

Partir des réalités et des besoins individuels doit se conjuguer avec une démarche collective. Sans globaliser les problèmes, faire converger les luttes, à partir des exigences du salariat, des usagers, la CGT propose de construire ensemble la riposte.

Plusieurs journées d'actions parfois dans l'unité sont déjà inscrites dans le paysage social de ces prochains jours et semaines. Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, doit nous permettre de porter, notamment, la question de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Le 15 mars avec les retraités dans l'unité. Le 22 mars, dans la Fonction publique à l'appel de 7 organisations syndicales. Elles doivent être l'occasion de faire converger public/privé, de rassembler tous les salariés, les retraités, les jeunes et privés d'emploi.

Un autre avenir, porteur de progrès social, est possible si nous prenons nos affaires en mains.